

Qui finance l'hospitalité dans la Drôme ?

Dynamiques de soutiens financiers individuels à l'accueil des personnes exilées en milieu rural

Synthèse scientifique

Evangeline Masson Diez & Anaïs Taponnier

Programme Accueil en commun(s) - Mai 2026



Cadre méthodologique de l'étude

Cette étude analyse les pratiques individuelles de soutien financier à l'accueil solidaire des personnes exilées dans la Drôme, à partir de trois structures aux modèles distincts : la **Coop Lucette** (Dieulefit), coopérative immobilière ayant mobilisé, à ce jour, près de 480 000 € auprès de plus de 590 souscripteur·rices pour l'acquisition et la rénovation d'un bâtiment destiné à l'accueil de 12 à 15 personnes exilées ; la **Maison Elisa** (Vercheny), rachetée en octobre 2023 pour 320 000 € grâce à des prêts solidaires et des dons collectifs, hébergeant de manière inconditionnelle et à long terme une dizaine de personnes ; l'association **Exilés et Crestois** (Crest), fonctionnant exclusivement sur dons et adhésions (budget annuel 10 000–15 000 €) et organisant l'hébergement diffus chez des particuliers.

L'étude articule deux volets complémentaires : un **questionnaire de 30 questions** auquel **272 personnes ont répondu** (décembre 2025–janvier 2026, taux de participation 40–50 % par structure), et **36 entretiens individuels approfondis** conduits entre mars et mai 2026. L'analyse s'inscrit dans la continuité d'un rapport d'étonnement préalable (Masson Diez, 2025) qui avait qualifié l'écosystème drômois d'accueil de « permaculture politique »¹.

1. Des soutiens socialement situés : les « métiers du lien »

Le profil statistique des soutiens financiers converge de façon frappante entre les trois structures. Les répondant·es sont majoritairement des **femmes (67 %)**, d'**âge moyen (60 ans, 75 % ont plus de 49 ans)**, issues des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, disposant de **revenus intermédiaires** : 70,6 % déclarent entre 1 000 et 3 000 € nets mensuels. Ce profil se distingue nettement du grand donateur philanthropique décrit par la littérature, généralement masculin, âgé et aisé (Baromètres Fondation de France) et se rapproche davantage du bénévole régulier senior tel qu'identifié par France Bénévolat / IFOP (2025).

Tableau 1 — Profil socio-démographique comparé des soutiens par structure

Caractéristique	Maison Elisa	Exilés & Crestois	Coop Lucette
Part des femmes	69,4 %	63,0 %	67,5 %
Âge moyen	57 ans	68 ans	63 ans
Revenu net mensuel dominant	1 000–2 000 €	1 000–2 000 €	1 000–2 000 €
Statut dominant	Retraité·es	Retraité·es (63 %)	Retraité·es + cadres
Secteurs retraités principaux	Santé, social	Enseignement	Enseignement, santé

L'analyse qualitative éclaire les ressorts biographiques de ce profil. La disposition à l'engagement financier puise dans des **transmissions familiales** (catholicisme social, protestantisme, militantisme syndical), Robert, entrepreneur et souscripteur de la Coop Lucette, le formule avec clarté, « *je suis né dans une famille catho de gauche sans un sou. Ma mère travaillait au planning familial et était bénévole au Secours catho. Tous mes enfants*

¹ Cette métaphore, empruntée à l'univers agricole, désigne un mode d'organisation fondé sur l'interdépendance des acteurs, l'ancrage local et l'adaptation aux ressources disponibles. Comme dans tout écosystème équilibré, chaque lieu, chaque initiative contribue à l'ensemble sans se substituer aux autres. Cette logique hospitalière se déploie ainsi de manière organique, tissant des relations de proximité, de confiance et de complémentarité au sein du territoire. Elle repose ici sur trois principes énoncés plus ou moins clairement par les acteurs : *prendre soin du territoire, prendre soin des humain·e·s, partager équitablement les ressources.*

sont dans le même moule... ». Virginie, animatrice et prêteuse de la Maison Elisa, ancre quant à elle son engagement dans une mémoire familiale de l'exil, « *dans ma famille, on a connu l'exil* ». La socialisation professionnelle dans les services publics vient renforcer cette disposition primaire en formant ces individus à l'idée d'un service public universel dont l'effacement leur apparaît comme un scandale. Monique, retraitée de l'enseignement et souscriptrice de la Coop Lucette, en offre une formulation analytique : « *Je suis portée par l'idée de montrer que c'est possible. Que ça ne va pas enlever le pain des Français.* » Le don est ici pensé comme *démonstration politique*.

2. Un ancrage territorial par choix : la figure du néo-rural·e engagé·e

Le territoire drômois n'est pas seulement le cadre de ces mobilisations, il est en aussi une condition. En effet, l'une des données les plus saillantes est le **décalage entre lieu de naissance et lieu de résidence** : seuls **9,9 % des répondant·es sont nés dans la Drôme**, tandis que **64 % y résident** au moment de l'enquête. Cette surreprésentation des parcours migratoires internes est caractéristique de la figure du **néo-rural·e engagé·e** théorisée par Léger et Hervieu (1979) et précisée par Sencébé (2004) sur les « formes d'appartenance » dans le Diois : l'ancrage territorial résulte d'un projet de vie délibéré, souvent associé à des valeurs écologiques, politiques ou alternatives, et non d'une naissance sur place. Les raisons de l'installation méritent d'être distinguées : pour certains, la Drôme précède l'engagement (installation pour des raisons pratiques, découverte ensuite de l'écosystème militant) ; pour d'autres, l'engagement accompagne l'installation, la Drôme étant choisie aussi pour ses valeurs.

Tableau 2 — Rayonnement géographique et porosité entre structures

Indicateur	Maison Elisa	Exilés & Crestois	Coop Lucette
% soutiens résidant en Drôme	82 %	89 %	59 %
Épicentre local principal	Saillans + Crest (20 % chacune)	Crest (50 %)	Dieulefit (49,6 %)
% hors dept ou étranger	18 %	11 %	41 % (4 % étranger)
Taux d'exclusivité du soutien	83,7 %	63,0 %	96,6 %

La géographie des soutiens financiers révèle une **organisation en archipel** de mobilisations : **95,6 % des répondant·es ne soutiennent qu'une seule structure**. Ce résultat contredit l'hypothèse d'un bloc militant drômois homogène : chaque structure possède son propre micro-territoire de solidarité, ses épicentres géographiques et son réseau de confiance. Valerie, travailleuse indépendante et unique soutien simultané de deux structures, représente l'exception, résultant d'une conjonction accidentelle de sollicitations et non d'une stratégie militante pensée. La cause migratoire, partagée à plus de 80 % des répondant·es, constitue une condition nécessaire de la contribution financière mais non suffisante : ce sont bien les micro-territoires relationnels qui déterminent l'affiliation effective. L'analyse croisée des motivations selon le lieu de résidence confirme **deux portes d'entrée distinctes** dans le soutien. Le **soutien local est un soutien de territoire** : l'aspect local de l'action est cité par 44 % des résident·es de la Drôme contre 21 % des extérieurs. Le **soutien lointain est un soutien de réseau** : 31 % des soutiens hors Drôme citent un lien avec les initiateurs du projet, contre 13 % des Drômois. Ces deux logiques, loin de s'opposer, se complètent et correspondent à des stratégies de communication distinctes : ancrage territorial pour les uns, activation de réseaux militants nationaux pour les autres.

3. Des modalités financières révélatrices d'un rapport à l'argent

L'étude met en évidence une **corrélation directe entre modalité de soutien et volume de capital mobilisé**. Les dons ponctuels (11–100 €) assurent l'économie du quotidien pour Exilés & Crestois. Les prêts solidaires et parts coopératives mobilisent des sommes sans commune mesure : près d'un tiers des contributions à la Maison Elisa dépassent 1 000 €, et le modèle coopératif de Lucette a permis de lever 480 000 € en un peu plus d'un an. Avec une part à 100€, la structure du capital révèle une tension productive : 16 gros porteurs (50–600 parts) apportent à eux seuls plus de 50 % du capital, tandis que 65,6 % des sociétaires détiennent entre 1 et 3 parts. Cette dualité n'est pas

une anomalie : l’accessibilité du ticket d’entrée favorise l’inclusion de profils à revenus modérés (82,5 % des petits souscripteurs gagnent moins de 3 000 € par mois) tout en permettant, par concentration des gros porteurs, une levée de fonds significative. Fait contre-intuitif : ces gros porteurs sont quasi exclusivement ancrés dans la Drôme (77,8 % de résidents drômois), confirmant que la proximité géographique est une condition de l’engagement financier fort.

Tableau 3 — Motivations déclarées par les soutiens (%, questions à choix multiples)

Motivation	Exilés & Crestois	Maison Elisa	Coop Lucette
Sensibilité aux questions migratoires	92,6 %	91,8 %	80,9 %
Accord avec les valeurs d’hospitalité	55,6 %	49,0 %	53,6 %
Engagement citoyen / politique	48,2 %	55,1 %	56,5 %
Confiance dans la structure	51,9 %	28,6 %	32,1 %
Lien amical/familial avec les initiateurs	7,4 %	12,2 %	23,0 %
Intérêt pour le caractère innovant	—	12,2 %	22,0 %
Impact local / territorial	37,0 %	49,0 %	32,1 %
Réduction d’impôts	3,7 %	4,1 %	n.c. ²

Les entretiens dégagent **deux régimes de décision** que la seule corrélation statistique revenu/montant ne capture pas. La *contribution planifiée* s’inscrit dans un budget d’engagement explicite, souvent discuté en couple, relevant d’une identité militante constituée. La *contribution réactive* quant à elle répond à une sollicitation extérieure sans référence à un budget global. La défiscalisation, citée par seulement 3 - 4 % des répondant·es, est réinterprétée comme acte politique ; Laura, infirmière, le formule ainsi : « *quand je dis que la défiscalisation joue, c’est que je me dis que c’est une manière d’obliger l’État à contribuer à des projets sur lesquels il ne s’engage pas.* »

Le résultat le plus constant de l’étude est que **l’entrée dans le soutien financier se fait par une personne plutôt que par un projet**. Le bouche-à-oreille, premier canal de connaissance des structures, se révèle être plus précisément une *confiance déléguée à des figures d’incarnation* : une directrice, un fondateur, un administrateur. La confiance dans la personne suffit à déclencher l’engagement même en l’absence de connaissance du territoire, ce qui explique que les réseaux de soutien de chaque structure reflètent sociologiquement les cercles professionnels et amicaux ainsi que les lieux de vie de ses fondateurs : réseaux dieulefitois denses et connexions nationales pour Lucette ; cercles militants de proximité pour la Maison Elisa ; communauté quasi exclusivement locale pour Exilés et Crestois.

Cette dynamique de confiance se stratifie selon la modalité de soutien (Graeber, 2011) : le don ponctuel libère précisément parce qu’il ne crée aucune obligation réciproque ; le don régulier appelle une réciprocité informationnelle ; le prêt solidaire introduit une dette symbolique ; la part coopérative ouvre un droit de regard institutionnel via les assemblées générales. La *confiance conditionnelle* à la circulation d’information qu’expriment les contributeur·rices, c’est-à-dire être informé·e non pour contrôler, mais pour maintenir le sentiment de faire partie d’un commun, a des implications pratiques directes : les contributeur·rices locaux constituent un réservoir de bénévoles potentiels, à condition d’être intégré·es dans une sociabilité associative.

4. La politicité du soutien financier : trois registres d’un engagement financier

La notion de *politicit *, proposée par Merklen (2012) et appliquée aux espaces associatifs par Neveu (2023), désigne la capacité d’acteurs non partisans à produire des effets politiques à travers des pratiques ordinaires, ici des gestes financiers. Elle permet de saisir des formes d’engagement qui n’adoptent pas le répertoire classique de l’action collective (manifestation, syndicat, parti) mais n’en constituent pas moins une prise de position dans

² Les parts souscrites au sein de la Coop Lucette ne donnent pas droit à une réduction fiscale, contrairement aux dons effectués auprès d’associations reconnues d’utilité publique (déductibles à 66 % du revenu imposable dans la limite de 20 % du revenu net).

l'espace social. L'analyse qualitative identifie ici **trois registres distincts**, combinés mais hiérarchisés différemment selon les profils socio-biographiques.

Le soutien financier comme acte anti-spéculatif constitue le registre le plus spontanément nommé par les enquêtés : réorientation de l'épargne hors des circuits financiers ordinaires, ce déplacement de la pitié vers la justice, au sens de Boltanski (1993), distingue cet engagement d'une philanthropie compassionnelle. Stéphanie, comédienne et souscriptrice de la Coop Lucette, le formule analytiquement : « *C'est un pouvoir l'argent : un pouvoir d'agir, un pouvoir économique. Un acte politique.* » Gérard, retraité et souscripteur, accepte explicitement l'érosion de la valeur réelle de ses parts : « *Si j'ai des économies, je préfère construire des projets comme ça plutôt qu'elles dorment à la caisse d'épargne ou dans des banques aux pratiques douteuses.* » Ce motif est particulièrement caractéristique de la Coop Lucette, où 22 % des souscripteur·rices citent l'intérêt pour le caractère innovant du modèle.

Le soutien financier comme substitut à l'État défaillant forme le second registre, intrinsèquement paradoxal : on comble un vide que l'État devrait occuper tout en maintenant une critique de cette délégation. Sarah, journaliste et souscriptrice de la Coop Lucette, l'article : « *C'est parce que l'État est défaillant sur l'hébergement des étrangers qu'on est obligé de soutenir ce genre d'initiative.* » Sylvie, militante syndicale et donatrice à la maison Elisa, pousse la critique plus loin : « *Des fois j'ai l'impression que donner des sous c'est pour se donner bonne conscience. Si tous ceux qui donnaient des sous descendaient dans la rue... ça changerait peut-être la donne.* » La conscience des limites de cette suppléance est proportionnelle au niveau d'engagement.

Le soutien financier comme résistance territoriale est le registre le plus spécifique au contexte drômois. La **droitisation électorale récente du département** (aux législatives de juin 2024, le RN est arrivé en tête dans trois des quatre circonscriptions et a remporté deux sièges) constitue le référent implicite d'un engagement pensé comme contre-offensive symbolique. Gilles, retraité et souscripteur de la Coop Lucette, inscrit sa contribution dans une continuité mémorielle : « *Il y a une question que je me suis souvent posée : durant la dernière guerre, est-ce que j'aurais su être du bon côté ?* » Cette référence aux neuf habitant·es de Dieulefit reconnu·es Juste parmi les Nations convoque une figure arendtienne du courage civil : celle de l'individu ordinaire qui choisit d'agir en son nom propre contre l'ordre dominant. Manon, aide-soignante et souscriptrice de la Coop Lucette, synthétise la convergence des trois registres en ces termes : « *C'est ma manière de faire de la politique à l'échelle de mon village, dans le même sens que la mutualisation de la voiture, la sécurité sociale de l'alimentation : vivre ensemble, plus d'humanité, coopérer.* » Le soutien financier n'est ici ni charité ni placement : c'est une pratique du commun, des résistances qui n'adoptent pas de front partisan mais constituent une opposition réelle à l'ordre dominant.

Cette étude documente l'émergence, dans les marges des dispositifs publics et des grandes organisations philanthropiques, d'une **économie morale de l'hospitalité**, au sens où Fassin (2009) parle d'économie morale pour désigner des pratiques économiques traversées par des jugements normatifs sur le juste et l'injuste. Les soutiens financiers analysés ici ne relèvent ni de la philanthropie redistributive des élites ni de la charité compassionnelle : ils constituent une forme spécifique d'engagement citoyen, socialement situé, territorialement ancré, et politiquement orienté, portée par des individus qui mettent leur argent en cohérence avec leurs convictions. Au-delà de ce terrain, cette étude contribue à documenter un phénomène plus large : dans un contexte de recul des protections publiques et de durcissement des politiques migratoires, des gestes financiers discrets (donner quelques dizaines d'euros par mois, prêter une partie de son épargne, souscrire une part coopérative) constituent à leur échelle une forme de résistance et une *pratique du commun*.

Références bibliographiques

- Masson Diez (E.), Accueillir en communs dans la Drôme, rapport d'étonnement, Mimésis, 2025.
- Fondation de France, Baromètre de la philanthropie, édition 2025.
- Steiner (P.), Donner... Une histoire de l'altruisme, PUF, 2016.
- Léger (D.) et Hervieu (B.), Le retour à la nature, Le Seuil, 1979.
- Sencébé (Y.), « Être ici, être d'ici. Formes d'appartenance dans le Diois », Ethnologie française, 34(1), 2004.
- Bory (A.), « La sincérité, une norme au cœur de la philanthropie familiale contemporaine », Genèses, 131(2), 2023.
- Merklen (D.), « Individus populaires. Sociabilité et politicités », in Castel (R.) et Martin (C.) (dir.), La Découverte, 2012.
- Neveu (C.), in Nez (H.), Neveu (C.) et Garnier (J.) (dir.), Le pouvoir d'agir dans les centres sociaux, Presses du Septentrion, 2023.
- Boltanski (L.), La souffrance à distance, Métailié, 1993.
- Arendt (H.), Les Origines du totalitarisme, Fayard, 1982 [1951].
- Graeber (D.), Dette : 5 000 ans d'histoire, Les liens qui libèrent, 2011.
- Fassin (D.), La raison humanitaire, EHESS/Gallimard/Seuil, 2010.
- Steiner (P.), Donner... Une histoire de l'altruisme, PUF, 2016.